

No. 31977

—

**FRANCE
and
MONACO**

**Exchange of letters constituting an agreement concerning the
regulation of registration of ships in Monaco. Monaco,
8 November 1994**

Authentic text: French.

Registered by France on 26 June 1995.

—————

**FRANCE
et
MONACO**

**Échange de lettres constituant un accord relatif à la régle-
mentation de l'immatriculation des navires à Monaco.
Monaco, 8 novembre 1994**

Texte authentique : français.

Enregistré par la France le 26 juin 1995.

ÉCHANGE DE LETTRES CONSTITUANT UN ACCORD¹ ENTRE LA
FRANCE ET LE MONACO RELATIF À LA RÉGLEMENTATION
DE L'IMMATRICULATION DES NAVIRES À MONACO

I

PRINCIPAUTÉ DE MONACO
LE MINISTRE D'ÉTAT
DIRECTEUR DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Le 8 novembre 1994

N° 92-4021

Monsieur le Consul Général,

Me référant aux travaux de la Commission de coopération économique franco-monégasque qui s'est tenue à Paris le 3 mai 1990, au cours desquels le problème de la réglementation de l'immatriculation des navires à Monaco a notamment été examiné,

Compte tenu du fait que les stipulations de l'article 4 de la convention douanière franco-monégasque du 18 mai 1963² s'inspirent, en ce qui concerne l'octroi du pavillon monégasque aux navires, des règles de francisation qui, depuis lors ont été modifiées par la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres bâtiments de mer ; que des modifications identiques ont été introduites au titre IX Navigation, chapitre I, article 219 du Code des douanes,

Considérant notamment que l'article 3.1 modifié de la loi du 3 janvier 1967 précitée prévoit que la francisation d'un navire peut être accordée, sous certaines conditions par agrément spécial du ministre chargé de la marine marchande et du ministre de l'économie et des finances lorsque le navire a été affrété, coque nue, par un armateur français qui en assure le contrôle, l'armement, l'exploitation et la gestion nautique, mais n'en est pas le propriétaire,

¹ Entré en vigueur le 8 novembre 1994, date de la lettre de réponse, conformément aux dispositions desdites lettres.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1721, n° I-29984.

Souhaitant que des dispositions comparables à celles introduites dans la législation française puissent être mises en oeuvre à Monaco,

J'ai l'honneur de vous proposer qu'à l'article 4 de la Convention douanière signée entre nos deux pays à Paris le 18 mai 1963, soient substitués les articles 4 et 4 bis suivants :

"ARTICLE 4

Les navires français jouissent dans les ports de la Principauté du même traitement que les navires monégasques et réciproquement, les navires monégasques jouissent dans les ports français du même traitement que les navires français.

Les permis de navigation et certificats de sécurité des navires délivrés par l'autorité monégasque sont valables au même titre que les permis et certificats délivrés par l'autorité française, en exécution de la législation sur la sécurité de la navigation maritime.

Le temps de navigation des marins français sur les navires monégasques leur est compté pour la retraite."

"ARTICLE 4 BIS

Pour obtenir la nationalité monégasque, les navires doivent répondre aux conditions énumérées en A ou B ci-dessous :

A - Pour tous les navires :

1° / Appartenir pour moitié au moins à des Monégasques ou à des Français.

S'il s'agit de navires appartenant à une société,

- les apports des associés français et monégasques, si la société est une société en nom collectif, doivent représenter au moins 50 % du capital social ;

- le Conseil d'administration ou de surveillance doit comprendre une majorité de Monégasques ou de Français. Le président du Conseil d'administration ou de surveillance, le directeur général s'il y en a un, et le gérant doivent être monégasques ou français.

Les Monégasques visés au présent paragraphe doivent résider dans le territoire de la Principauté ou dans le territoire douanier français ou s'ils n'y résident pas, remplir les conditions prévues par le Code des douanes.

Les Français visés au présent paragraphe doivent résider dans le territoire de la Principauté.

S'il s'agit de navires appartenant à une société, le siège social de celle-ci doit être situé dans le territoire de la Principauté.

2° / Avoir été construits sur le territoire monégasque ou sur le territoire douanier français ou y avoir acquitté les droits et taxes d'importation exigibles.

3° / Sauf dérogations individuelles octroyées d'un commun accord, avoir un état major et un équipage de nationalité monégasque ou française en ce qui concerne les emplois du pont, de la machine et du service radioélectrique, et de la nationalité monégasque ou française dans la proportion de 3 emplois sur 4 pour chaque navire en ce qui concerne les emplois du service général.

B - Indépendamment des cas prévus en A, le Ministre d'Etat de la Principauté peut, par agrément spécial, accorder la nationalité monégasque aux navires de commerce qui remplissent les conditions suivantes :

1° / Avoir été affrétés coque nue, par un armateur, personne physique monégasque ou française, ou par une personne morale monégasque, qui en assure le contrôle, l'armement, l'exploitation et la gestion nautique, si la loi de l'Etat du pavillon permet en pareille hypothèse, l'abandon du pavillon étranger.

L'armateur personne physique monégasque visé au présent paragraphe doit résider dans le territoire de la Principauté ou dans le territoire douanier français ou, s'il n'y réside pas, remplir les conditions prévues par le Code des douanes.

L'armateur personne physique française visé au présent paragraphe doit résider dans le territoire de la Principauté.

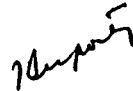
2° / Satisfaire aux conditions de nationalité de l'équipage énoncées ci-dessus à l'alinéa A, paragraphe 3 du présent article.

C - Les règles énoncées ci-dessus aux alinéas A et B ne sont pas applicables aux navires portant pavillon du Prince. En outre, les conditions prévues en A, paragraphes 1 et 3 ci-dessus, ne sont pas applicables aux navires qui, en France, ne seraient pas soumis à francisation, ni aux navires de pêche dont l'équipage n'excède pas cinq hommes, ni aux navires de plaisance dont les propriétaires sont des ressortissants de pays tiers ayant la qualité de résidents monégasques".

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir si les propositions qui précèdent recueillent l'agrément du Gouvernement français.

Dans l'affirmative, la présente lettre et votre réponse constitueront un accord entre nos deux Gouvernements qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Veillez agréer, Monsieur le Consul Général,
l'assurance de ma haute considération.



JACQUES DUPONT

Monsieur Jean-Michel Dasque
Consul Général de France à Monaco

II

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE
À MONACO

Monaco, le 8 novembre 1994

N° /AL

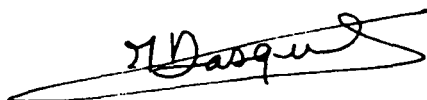
Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 08 novembre 1994 dont la teneur suit :

[Voir lettre I]

J'ai l'honneur de vous faire savoir que ces propositions rencontrent l'agrément du Gouvernement de la République Française.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute considération.



JEAN-MICHEL DASQUE
Consul Général de France
Ministre Plénipotentiaire

Son Excellence
Monsieur Jacques Dupont
Ministre d'Etat
Monaco

[TRANSLATION — TRADUCTION]

EXCHANGE OF LETTERS CONSTITUTING AN AGREEMENT¹ BETWEEN FRANCE AND MONACO CONCERNING THE REGULATION OF REGISTRATION OF SHIPS IN MONACO

I

PRINCIPALITY OF MONACO
MINISTER OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS

8 November 1994

No. 92-4021

Sir,

With reference to the work of the Franco-Monegasque Economic Cooperation Commission at its meeting in Paris on 3 May 1990, during which the problem of the regulation of registration of ships at Monaco was considered,

Taking into account the fact that the provisions of article 4 of the Franco-Monegasque Customs Convention of 18 May 1963,² with regard to the granting to vessels of the right to fly the Monegasque flag, were based on rules governing their registration as French vessels which have since been modified by Act No. 67-5 of 3 January 1967, concerning the status of ships and other sea vessels; and the fact that identical amendments have been introduced in Title IX, Navigation, chapter I, article 219, of the Customs Code,

Considering that article 3.1, which was amended by the aforementioned Act of 3 January 1967, provides that a vessel may be permitted to register as French, under certain conditions by special arrangement with the Minister responsible for the Merchant Navy and the Minister of the Economy and Finance when the vessel has been hired under a bareboat charter by a French ship's manager who ensures the supervision, equipment, operation and nautical management of the vessel but who does not own it,

Desiring that provisions comparable to those introduced in French legislation might be implemented in Monaco,

I have the honour to propose to you that article 4 of the Customs Convention signed by our two countries in Paris on 18 May 1963 should be replaced with articles 4 and 4 *bis*, as follows:

“Article 4

French vessels shall enjoy the same treatment as Monegasque vessels in the ports of the Principality and likewise Monegasque vessels shall enjoy the same treatment as French vessels in French ports.

¹ Came into force on 8 November 1994, the date of the letter in reply, in accordance with the provisions of the said letters.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 1721, No. 1-29984.

The navigation permits and ship safety certificates issued by the Monegasque authority shall be as valid as the permits and certificates issued by the French authority in accordance with the legislation on the safety of shipping.

The period spent by French seamen on Monegasque vessels shall count towards their retirement.”

“Article 4 bis

In order to obtain Monegasque nationality, vessels shall meet the requirements stipulated in A or B below:

A. For all vessels:

(1) Ownership shall be at least half Monegasque or French.

In the case of vessels owned by a company,

— Where the company is a private company, French and Monegasque partners shall hold at least 50 per cent of the authorized capital;

— The majority of the members of the Board of Directors or Supervisory Board shall be Monegasque or French. The Chairman of the Board of Directors or Supervisory Board, the Managing Director, where applicable, and the Manager shall be Monegasque or French.

The Monegasques referred to in this paragraph shall reside in the territory of the Principality or in French customs territory or, if not resident there, shall meet the requirements of the Customs Code.

The French nationals referred to in this paragraph shall reside in the territory of the Principality.

Where the vessels are owned by a company, the company’s registered place of business shall be located in the territory of the Principality.

(2) The vessels shall have been built in Monegasque territory or in French customs territory or shall have paid the import duties and taxes applicable in French customs territory.

(3) Unless exceptions are agreed to on a case-by-case basis, the vessels shall have Monegasque or French officers and crew members as regards the deck, the engine-room and the radio service, and three out of every four general service positions on board every vessel shall be held by Monegasque or French nationals.

B. Apart from the cases provided for in A, the Minister of State of the Principality may, by special arrangement, grant Monegasque nationality to commercial vessels which meet the following requirements:

(1) The vessels shall have been hired under a bareboat charter by a ship’s manager who is a Monegasque or French natural person, or by a Monegasque juridical person, who shall ensure the supervision, equipment, operation and nautical management of the vessel if the law of the flag State allows, in such case, the foreign flag to be lowered.

The ship’s manager who is a Monegasque natural person under this paragraph shall reside in the territory of the Principality or in French customs territory or, if not resident there, shall meet the requirements of the Customs Code.

The ship's manager who is a French natural person under this paragraph shall reside in the territory of the Principality.

(2) The vessels shall meet the requirements set out in paragraph A, subparagraph 3, of this article as regards the nationality of crew members.

C. The rules set out above in paragraphs A and B shall not be applicable to vessels flying the Prince's flag. Moreover, the requirements laid down in A, paragraphs 1 and 3 above, shall not be applicable to vessels which would not have to be registered as French vessels in France or to fishing vessels with not more than five crew members or to yachts whose owners are third-country nationals with Monegasque residence status."

I should be greatly obliged if you would inform me whether the French Government would agree to the above proposals.

If so, this letter and your reply shall constitute an Agreement between our two Governments which would enter into force on the date of your reply.

Accept, Sir, etc.

JACQUES DUPONT

Jean-Michel Dasque
Consul-General of France in Monaco

II

FRENCH REPUBLIC
CONSULATE OF FRANCE IN MONACO

Monaco, 8 November 1994

No./AL

Sir,

I have the honour to refer to your letter of 8 November 1994, which reads as follows:

[See letter I]

I have the honour to inform you that the Government of the French Republic is in agreement with the above proposals.

Accept, Sir, etc.

JEAN-MICHEL DASQUE
Consul-General of France in Monaco
Minister Plenipotentiary

His Excellency
Jacques Dupont
Minister of State
Monaco
